

Art. 5. De Gemeenschapsminister, bevoegd voor de Binnenlandse Aangelegenheden, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 1991.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,
G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Binnenlandse Aangelegenheden en Openbaar Ambt,
L. VAN DEN BOSSCHE

—
TRADUCTION
—

F. 92 — 689

19 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif flamand relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique aux besoins des communes, des provinces, des associations intercommunales et des sociétés régionales de développement

L'Exécutif flamand,

Vu la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le décret du 13 avril 1988 fixant les cas et les modalités des expropriations pour cause d'utilité publique auxquelles l'Exécutif flamand peut procéder dans les matières régionales;

Vu le décret du 13 avril 1988 fixant les cas et les modalités des expropriations pour cause d'utilité publique auxquelles l'Exécutif flamand peut procéder dans les matières culturelles, personnalisables et les questions d'enseignement;

Vu le décret du 7 juin 1989 fixant, pour la Région flamande, des règles relatives à l'organisation et à l'exercice de la tutelle administrative des communes, notamment l'article 118;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant qu'il est impératif de fixer sans délai des règles que les provinces, les communes et les associations intercommunales sont tenues d'observer lorsqu'elles désirent procéder à l'expropriation d'immeubles;

Sur la proposition du Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre communautaire, qui a les affaires intérieures dans ses attributions, a compétence, sauf dans les cas déterminés par la loi, d'autoriser, les communes, les provinces, les associations intercommunales et les sociétés régionales de développement de procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique, avec l'accord du Ministre communautaire fonctionnellement compétent.

Art. 2. L'autorisation ne peut être accordée que si le plan d'expropriation a été soumis à enquête dans la forme et le délai fixés aux articles 3 à 6 de la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 3. Le Ministre communautaire qui a les Affaires intérieures dans ses attributions, détermine les modalités de composition des dossiers d'expropriation lorsqu'une demande d'autorisation est introduite auprès de l'Exécutif.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Art. 5. Le Ministre communautaire qui a les Affaires intérieures dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

—
COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP
—

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 92 — 690

[S-C — 29020]

16 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée, notamment les articles 87 et 88;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 octobre 1991;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du secteur XVII, donné le 20 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président compétent en matière de fonction publique et de budget donné le 11 décembre 1991;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Vu la délibération de l'Exécutif du 11 décembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Il est créé au sein de la Direction générale de la Culture et de la Communication un cadre complémentaire fixé comme suit :

A. Personnel administratif

Administration centrale

Attaché de la culture et de la communication ou premier attaché de la culture et de la communication ou conseiller de la culture et de la communication (*)	30
Secrétaire d'administration	36
Rédacteur	37
Commis-dactylographe ou commis-dactylographe principal (*)	25

Services extérieurs

Attaché de la culture et de la communication ou premier attaché de la culture et de la communication ou conseiller de la culture et de la communication (*)	2
Secrétaire d'administration	1
Assistant de la culture et de la communication ou assistant principal de la culture et de la communication (*)	10
Gestionnaire de bibliothèque ou gestionnaire principal de bibliothèque (*)	7
Commis-dactylographe ou commis-dactylographe principal (*)	1

Art. 2. Les emplois prévus au cadre complémentaire créé à l'article 1er ne peuvent être pourvus de titulaires qu'après le départ ou concomitamment à la cessation des fonctions de membres du personnel contractuel exerçant des fonctions correspondantes.

Art. 3. L'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — est complété comme suit :

— au littéra A. Personnel administratif — Services du Secrétariat général, administration centrale — I. Service des Affaires générales, les termes : « Soit directeur d'administration, soit inspecteur général, soit... » sont ajoutés devant : « premier conseiller ».

— au littéra A. Personnel administratif — Services du Secrétariat général, services extérieurs — direction d'administration de l'Aide à la Jeunesse, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« 4. Fonctions spécialisées de l'aide à la Jeunesse pour l'exercice des attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991, relatif à l'aide à la jeunesse.

Premier attaché de l'aide à la jeunesse	26
Attaché de l'aide à la jeunesse	6 »

— au littéra A. Personnel administratif — sous direction générale de la Culture et de la Communication — Administration centrale — V. Direction d'administration de l'audiovisuel : les termes : « Soit premier conseiller » sont ajoutés après « inspecteur général ».

— au littéra A. Personnel administratif — sous Direction générale du Sport et du Tourisme — Services extérieurs : les termes « soit moniteur ou moniteur principal (*) soit chef d'activités de troisième classe. . . . » 7 » sont remplacés par les termes : « chef d'activités de troisième classe ou chef d'activités principal de troisième classe (*)

Art. 4. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — est complété comme suit :

« § 4. L'emploi de directeur d'administration soit d'inspecteur général à la Direction générale de la Culture et de la Communication — administration centrale — direction d'administration du patrimoine, des arts plastiques, et de l'artisanat de création — est bloqué par un agent titulaire du grade d'administrateur général adjoint.

§ 5. La disposition formant le § 4 est abrogée d'office dès que le grade d'administrateur général adjoint aura été délaissé par son premier titulaire. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

(*) Application du principe de la carrière plane.

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 92 — 690

[C — 29020]

16 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 87 en 88;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 oktober 1991;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van Sector XVII, gegeven op 29 oktober 1991;

Gelet op de instemming van de Minister-Voorzitter, bevoegd inzake openbaar ambt en begroting, gegeven op 11 december 1991;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 11 december 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie wordt een aanvullende personeelsformatie opgericht die wordt vastgesteld als volgt :

A. Administratief personeel

Hoofdbestuur

Attaché bij cultuur en communicatie of eerste attaché bij cultuur en communicatie of adviseur voor cultuur en communicatie (*)	30
Bestuurssecretaris	36
Opsteller	37
Klerk-typist of eerstaanwendend klerk-typist (*)	25

Buitendiensten

Attaché voor cultuur en communicatie of eerste attaché voor cultuur en communicatie of adviseur voor cultuur en communicatie (*)	2
Bestuurssecretaris	1
Assistent voor cultuur en communicatie of eerstaanwendend assistent voor cultuur en communicatie (*)	10
Bibliotheekbeheerder of eerstaanwendend bibliotheekbeheerder (*)	7
Klerk-typist of eerstaanwendend klerk-typist (*)	1

Art. 2. De betrekkingen bepaald in de in artikel 1 opgerichte aanvullende personeelsformatie kunnen alleen bekleed worden door titularissen nadat contractuele personeelsleden die overeenstemmende functies uitoefenen, vertrokken zijn, of op het ogenblik dat zij hun ambt neerleggen.

Art. 3. Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — wordt aangevuld als volgt :

— bij littera A. Administratief personeel — Diensten van het Secretariaat-Generaal — Hoofdbestuur — I. Dienst Algemene Zaken, worden de woorden : « Ofwel bestuursdirecteur, ofwel inspecteur-generaal, ofwel ... » toegevoegd voor : « Eerste adviseur ».

— bij littera A. Administratief personeel — Diensten van het Secretariaat-Generaal — Buitendiensten — Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd, worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« 4. Gespecialiseerde ambten voor hulpverlening aan de jeugd voor de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd, ter uitvoering van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd 26 »

Attaché bij de hulpverlening aan de jeugd 8 »

— Bij littera A. Administratief personeel, onder « Algemene Directie van Cultuur en Communicatie — Hoofdbestuur — V. Bestuursdirectie voor de audiovisuele sector », worden de woorden : « ofwel eerste adviseur » toegevoegd na « inspecteur-generaal ».

— Bij littera A. Administratief personeel, onder « Algemene Directie voor Sport en Toerisme — Buitendiensten », worden de woorden « Ofwel monitor of eerstaanwendend monitor (*) », ofwel chef van de activiteiten 3de klasse...7 » vervangen door de woorden « chef van de activiteiten 3de klasse of eerstaanwendend chef van de activiteiten 3de klasse (*) ... 7 ».

(*) Toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

Art. 4. Artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — wordt aangevuld als volgt :

• § 4. De betrekking van ofwel bestuursdirecteur ofwel inspecteur-generaal bij de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie — Hoofdbestuur — bestuursdirectie voor het patrimonium, de plastische kunsten en de ambachtscreatie - wordt geblokkeerd door een ambtenaar die titularis is van de graad van adjunct-administrateur-generaal.

§ 5. De bepaling van § 4 wordt van ambtswege opgeheven zodra de graad van adjunct-administrateur-generaal niet meer door de eerste titularis ervan wordt bekleed. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 3 december 1991 is, met ingang van 1 januari 1992, benoemd tot officier-eerstaanwend commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, de heer Van de Wynkele, E., officier-commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Police judiciaire

Par arrêté royal du 3 décembre 1991 est nommé officier-commissaire principal aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance de Gand, à partir du 1^{er} janvier 1992, M. Van de Wynkele, E., officier-commissaire aux délégations judiciaires près ce parquet.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

Commissie voor vrijstelling van bijdragen

Benoeming van de voorzitters en ondervoorzitters

Bij koninklijk besluit van 16 januari 1992 die aanvangt op 1 januari 1992, voor een periode van zes jaar, worden benoemd :

1. Bij de nederlandsstalige kamers van de Commissie voor vrijstelling van bijdragen :

A. Eerste kamer.

Tot voorzitter :

de heer Colaert, A., erevoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge.

Tot plaatsvervangend voorzitter :

de heer Dujardin, A., ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

B. Tweede kamer.

Tot ondervoorzitter :

de heer Danneels, H., rechter bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge.

Tot plaatsvervangend ondervoorzitter :

de heer Decuyper, M., rechter bij de arbeidsrechtbank te Brussel.

2. Bij de franstalige kamers van de Commissie van vrijstelling van bijdragen :

A. Eerste kamer.

Tot voorzitter :

de heer Van den Broeck, R., voorzitter van de arbeidsrechtbank te Brussel.

Tot plaatsvervangend voorzitter :

de heer Groenen, J., rechter bij de arbeidsrechtbank te Brussel.

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

Commission des dispenses de cotisations

Nomination des présidents et vice-présidents

Par arrêté royal du 16 janvier 1992 prenant cours le 1^{er} janvier 1992, pour une période de six ans, sont nommés :

1. Auprès des chambres de langue néerlandaise de la Commission des dispenses de cotisations :

A. Première chambre.

En qualité de président :

M. Colaert, A., président honoraire du tribunal de première instance de Bruges.

En qualité de président suppléant :

M. Dujardin, A., vice-président du tribunal de première instance de Bruxelles.

B. Deuxième chambre.

En qualité de vice-président :

M. Danneels, H., juge au tribunal de première instance de Bruges.

En qualité de vice-président suppléant :

M. Decuyper, M., juge au tribunal du travail à Bruxelles.

2. Auprès des chambres de langue française de la Commission des dispenses de cotisations :

A. Première chambre.

En qualité de président :

M. Van den Broeck, R., président du tribunal du travail de Bruxelles.

En qualité de président suppléant :

M. Groenen, J., juge au tribunal du travail de Bruxelles.